



Le Nigéria est pointé du doigt par crainte que le pays héberge des terroristes qui pourraient présenter des risques s'ils entraînent aux États-Unis.

Inclure le Nigeria dans l'interdiction de voyage aux États-Unis est une erreur politique et économique pour Trump.

Il est difficile d'accepter la décision des États-Unis d'inclure le Nigéria dans l'extension qu'ils ont faite il y a quelques semaines à leur tristement célèbre « interdiction musulmane de voyage », qui limitait déjà les mouvements de personnes en provenance d'Iran, de Libye, de Corée du Nord, de Syrie et du Yémen. Outre le Nigéria, la Tanzanie, le Myanmar, l'Érythrée, le Soudan et le Kirghizistan ont également été ajoutés à la liste des pays soumis à des restrictions d'entrée. En effet, avec la frappe d'un stylo ou d'un caprice, le président Trump a interdit à un quart des 1,2 milliard de personnes vivant en Afrique de demander résidence aux États-Unis.

Officiellement, l'extension faite à ces nations est basée sur des préoccupations de sécurité. La Tanzanie et le Nigéria, en particulier, sont désignés par Washington comme n'ayant pas respecté les normes américaines de sécurité et de partage d'informations. En outre, le Nigéria est pointé du doigt par crainte que le pays héberge des terroristes qui pourraient présenter des risques s'ils entraînent aux États-Unis.

Il est de plus en plus difficile de concilier cela avec les relations alliées et de longue date entre les États-Unis et le Nigéria, et en particulier avec les programmes récents visant à rapprocher les deux nations. Mais regardons d'abord ce que la réalité montre avant de s'aventurer dans ces propos.

Depuis 1975, pas une seule incidence d'un Nigérian, ou dans ce cas tanzanien ou érythréen, impliqué dans une attaque terroriste sur le sol américain n'a été enregistrée. Boko Haram, le groupe extrémiste qui a terrorisé certaines parties du nord du Nigéria (une région d'où viennent peu de migrants) au cours des dernières années, n'a jamais montré de signes de vouloir étendre son territoire, encore moins d'ouvrir des succursales éloignées en Amérique du Nord. En fait, les forces américaines et nigérianes ont travaillé en étroite collaboration pour relever ce défi, et l'administration Trump elle-même a reconnu le Nigéria comme « un partenaire stratégique important dans la lutte mondiale contre le terrorisme ».

En outre, alors que les Tanzaniens et les Érythréens ont été exclus de ce qu'on appelle le système de loterie des cartes vertes, les Nigériens n'ont pas été autorisés à demander un visa de résidence permanente aux États-Unis. En 2018, 14.000 visas de ce type ont été délivrés à des Nigériens, ce qui en fait de loin les plus touchés par l'interdiction de tous les nouveaux entrants sur la liste.

Au-delà de la pure douleur que ce fait doit causer aux milliers de familles nigérianes qui attendent depuis des années d'être réunies aux États-Unis, d'un point de vue sécuritaire, la décision n'a aucun sens. Seuls les visas permanents ont été suspendus. Les visas de tourisme et de travail restent disponibles. Comment l'interdiction d'accès aux visas les plus stricts et les plus difficiles à obtenir mais le maintien des visas à court terme les moins restrictifs empêchent-elle les terroristes d'entrer aux États-Unis? C'est absurde. Même le fait que l'annonce de l'extension ait été faite par les médias avant même que les autorités de ces pays n'aient été avisées montre à quel point le processus semble manquer de protocole.

Le tout est déroutant, mais au-delà des questions de principe, cette décision a le potentiel de nuire aux relations entre ces pays et les États-Unis, et en ce qui concerne le Nigéria, cela risque également de nuire aux États-Unis eux-mêmes. Après tout, le Nigéria, la plus grande économie d'Afrique, est le deuxième partenaire commercial des États-Unis en Afrique subsaharienne, la deuxième destination des exportations du Nigéria et sa principale source d'investissement étranger direct. Les entreprises américaines investissent massivement, notamment dans les secteurs de l'énergie et des mines au Nigeria, qui risquent d'être affectés par une rupture des relations bilatérales. Certaines entreprises, comme ExxonMobil, opèrent dans le pays depuis près de 70 ans, depuis même avant que le pays ne devienne indépendant de la domination coloniale, et Chevron est également un participant actif et central de l'industrie pétrolière du pays depuis plus de quarante ans. Ces deux sociétés sont partenaires dans les stratégies à moyen et long terme du Nigéria pour freiner le torchage du gaz, développer une économie gazière, développer la production de pétrole, améliorer son réseau d'infrastructures, sortir son peuple de la pauvreté, etc.

Le Nigeria et les États-Unis, dans le cadre d'un accord-cadre bilatéral sur le commerce et l'investissement, maintiennent un commerce bilatéral annuel de près de 9 milliards de dollars américains. Lorsque le président des États-Unis prend une telle décision, cela peut affecter les

relations que le pays et ces entreprises entretiennent avec le Nigéria. En outre, il se heurte directement à la stratégie des États-Unis pour contrer l'influence croissante de la Russie et de la Chine en Afrique en élargissant ses relations avec le continent.

Comment est-ce que fermer la porte à la plus grande économie d'Afrique peut-il bien donc faire avancer les choses ?

La politique établie dans le cadre de l'initiative *Prosper Africa 2019*, conçue pour doubler le commerce bilatéral entre les États-Unis et l'Afrique, semble difficile à concilier avec cette dernière décision. Au cours des deux dernières années, le président Trump a fait plusieurs déclarations, à différents niveaux de rectitude politique, sur la façon dont il aimerait limiter l'immigration aux États-Unis aux travailleurs hautement qualifiés. Si c'est l'une des raisons de l'inclusion du Nigéria, encore une fois, cela échoue complètement.

Les Nigériens représentent la plus grande communauté africaine aux États-Unis, avec environ 350 000 personnes, et l'une des communautés ayant le plus haut niveau d'éducation du monde aux États-Unis. Selon l'American Migration Policy Institute, 59% des immigrants nigériens ont au moins un baccalauréat. C'est plus élevé que la communauté sud-coréenne (56%), la communauté chinoise (51%), la communauté britannique (50%) ou la communauté allemande (38%), et c'est considérablement plus élevé que la moyenne des citoyens américains (33%).

Plus de 50% des Nigériens travaillant aux États-Unis occupent des postes de gestion, ce qui signifie qu'ils ont accès à des quantités considérables de revenu disponible et contribuent grandement à l'économie américaine. Ce sont les immigrants que veulent les États-Unis, ceux qui ont construit le rêve américain ! Ce qui ne fait que rendre cette décision encore plus difficile à appréhender, à moins bien sûr que si nous considérons que cela n'a rien à voir avec des problèmes de sécurité, et tout à voir avec une décision populiste conçue pour plaire à la base de soutien la plus conservatrice du président à l'approche de la campagne présidentielle. Si tel est le cas, la politique étrangère américaine a vraiment atteint un âge sombre.

De son côté, le gouvernement du président Buhari a fait tout son possible pour apaiser la situation, en créant un comité pour répondre aux préoccupations de sécurité avec les responsables américains et INTERPOL, et en réaffirmant son engagement à « maintenir des relations productives avec les États-Unis et ses alliés internationaux, en particulier sur les questions de sécurité mondiale », a déclaré Femi Adesina, porte-parole de la présidence nigériane.

La semaine dernière, le gouvernement nigérien a demandé à l'administration américaine de retirer le pays de l'interdiction de voyager, et a également annoncé une réduction des frais de demande de visa pour les Américains en visite de 180 \$ à 160 \$, dans un geste symbolique destiné à renforcer les relations entre les deux nations.

En attendant, le Nigeria et d'autres économies risquent de souffrir de cette décision inexplicable, et les Nigériens immigrés aux États-Unis qui attendaient si patiemment le rêve d'être réunis avec leurs familles dans le « pays de la liberté » attendent la résolution d'un problème qu'ils n'avaient pas vu venir.

NJ Ayuk est président de la Chambre africaine de l'énergie, PDG du conglomérat panafricain de droit des sociétés Centurion Law Group, et auteur de plusieurs livres sur l'industrie pétrolière et gazière en Afrique, notamment 'Des milliards en jeu : L'avenir de l'énergie et des affaires en Afrique.'

© African Energy Chamber: JOHANNESBURG, Afrique du Sud, 10 mars 2020/ -- Par NJ Ayuk
